

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Déchets chimiques : des réflexions autour des risques à LIBS


Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

La question des risques des déchets chimiques dans le cadre de la lutte antivectorielle était au centre des échanges samedi dernier à l'école supérieure Libreville international business (LIBS). À l'initiative des responsables de cet établissement d'enseignement supérieur privé, experts en la matière et enseignants-chercheurs se sont penchés sur les risques liés aux produits chimiques, les méthodes à utiliser afin de se prémunir des maladies et accidents qui en découlent. Parce qu'une mauvaise gestion des produits chimiques peut avoir des effets néfastes sur la santé, Marc Bekale, agent à l'Institut d'hygiène et d'assainissement, par ailleurs étudiant à LIBS a, à travers un exposé, interpellé les uns et les autres sur l'urgence d'optimiser la gestion des déchets chimiques. " Qu'ils soient liquides ou chimiques, les déchets à risque chimiques et toxiques peuvent porter atteinte à celui qui les manipule et à l'environnement. Une gestion écologique irrationnelle de ces produits et l'absence d'une réglementation appropriée de ces substances dangereuses peuvent entraîner des décès dus à des intoxications, à la contamination et à la pollution", prévient Marc Bekale lors de son exposé. Les produits chimiques sont désormais des éléments incontournables de la vie moderne. Ils sont omniprésents dans les produits médicaux et sanitaires. C'est fort de ce constat que les responsables de l'école de commerce LIBS se sont penchés sur cette question, bien actuelle.



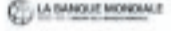
Une mauvaise gestion des déchets chimiques peut être néfaste pour la santé publique.

Photo: Prissilia Moussavou Mouity



RÉPUBLIQUE GABONAISE
(Union-Travail-Autorité)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RELANCE



COMMISSION NATIONALE DES TIPPEE
SECRETARIAT PERMANENT
Projet «Gabon»
Financement : BIRD | ID : P132824 | Prêt N° : 86240-GA

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(RELANCE)**

N° : AME/122851/24-2020/UCP du 11/11/2020

POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SUIVI-EVALUATION POUR LE PROJET EGABON

1. Le Gouvernement de la République Gabonaise a obtenu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour financer la mise en œuvre du Projet «Gabon». Une partie du crédit sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du contrat de consultance en objet.
2. L'objectif de la mission est d'appuyer le projet dans le cadre du suivi et l'évaluation des indicateurs afin d'assurer l'atteinte des résultats attendus du Projet.
La mission consistera à :
 - Mettre en place un Système de Suivi-Evaluation (SSE) conformément aux directives des partenaires au développement en termes de gestion axée sur les résultats. A ce titre, le SSE doit :
 - Proposer un Plan Opérationnel de Suivi - Evaluation contenant :
 - Mettre en œuvre le SSE
 - appuyer les responsables de composantes dans la définition des indicateurs de processus pour prendre en compte des progrès effectifs dans la mise en œuvre du PTBA.
3. La durée de la prestation est de deux (2) ans renouvelables. Une période probatoire de six (6) mois est requise.
4. Le Projet EGabon invite les candidats qualifiés à manifester leur intérêt à fournir les services ci-dessus. Un consultant individuel sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition Janvier 2011 révisée en Juillet 2014.
5. Les profils requis sont :
 - être détenteur d'un diplôme universitaire niveau BAC+4 en gestion de projet, management, suivi-évaluation ou domaine équivalent.
 - Avoir au moins une expérience reconnue d'au moins trois (3) ans au sein d'une unité de gestion de projet en matière d'approche du cadre logique et autres approches de planification stratégique et de méthodes et approches de S&E (quantitatives, qualitatives et participatives) ;
 - bonne expérience dans le suivi-évaluation des projets financés par des bailleurs de fonds et exécutés dans un contexte pluridisciplinaire ;
 - bonne connaissance du développement centré sur les démarches participatives, la cogestion et les questions d'égalité entre les sexes ;
 - bonne connaissance du développement centré sur les démarches participatives, la cogestion et les questions d'égalité entre les sexes ;
 - bonne connaissance du développement centré sur les démarches participatives, la cogestion et les questions d'égalité entre les sexes ;
6. Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires ainsi que les Termes de références à l'adresse ci-dessous.
7. Les dossiers de candidatures en langue française doivent comporter les pièces suivantes :
 - Une lettre de motivation adressée au Secrétaire Permanent de la CN-TIPPEE ;
 - Un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, expériences et aptitudes pertinents pour la mission ;
 - Une copie des diplômes et attestations de travail.
8. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » datées de janvier 2011, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables
9. Les dossiers de candidatures tels que décrits précédemment doivent être déposés à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, ou par envoi électronique suivi d'accusé de réception, **au plus tard le 02 décembre 2020 à 12h00 (heure locale)**, avec la mention «MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SUIVI-EVALUATION POUR LE PROJET EGABON».

Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des TIPPEE (SP-CNTIPPEE)
Adresse : Pont de Gui-Gui, Impasse André MBA OBAME, villa N°117
BP : 22, Libreville/ Gabon
Tél : (+241) 01 73 19 63
E-mail : tippegabon@cntippee.org
Copie à : jcsouba@cntippee.org